

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Les parias de l'espoir : Entrevue avec Denis von der Weid The Pariahs of Hope: roots of a peasant movement Los parias de la esperanza

A.M. Kühn-Laborde

Numéro 5 (45), printemps 1981

La recherche-action : enjeux et pratiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034892ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034892ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Kühn-Laborde, A. (1981). Les parias de l'espoir : Entrevue avec Denis von der Weid. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (5), 174–178. <https://doi.org/10.7202/1034892ar>

Résumé de l'article

Entrevue avec l'auteur de l'ouvrage : *Inde, les parias de l'espoir* qui décrit son action de conscientisation auprès des Intouchables de l'Inde. Il s'inspire de Paolo Freire, mais insiste sur l'importance de l'analyse économique comme source de toute perception critique de la réalité.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1981

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Les parias de l'espoir

Entrevue avec Denis von der Weid

par A.M. Kühn-Laborde

Peut-on dire, Denis von der Weid, pour résumer votre livre en collaboration avec Guy Poitevin, Inde, les parias de l'espoir, qu'il s'agit de la présentation d'une action de conscientisation, menée pendant trois ans, dans soixante villages d'Intouchables, mais aussi d'une réflexion théorique et méthodologique pour commenter l'animation de votre action ?

Oui, il s'agit effectivement d'une action de conscientisation : il ne s'agit pas de se fier aux seuls élans d'indignation contre l'injustice qui, en Inde, est terrible, illimitée, ou d'une compassion que l'on pourrait avoir pour les plus souffrants. Cette conscientisation est dans l'optique d'une action de transformation de la société, donc d'une transformation à la fois culturelle et politique. Il s'agit d'oeuvrer selon une méthode et de la développer, de la décrire, de la constituer ; une méthode évolutive, comme pour reprendre un terme habituel de praxis, et non simplement de réagir à des sentiments, à des valeurs morales et religieuses. D'une part, c'est un travail en profondeur de clarification des motivations, et d'autre part de définition idéologique des buts et des moyens face à un certain choix de société en face de tous les problèmes qui se posent dans le village indien.

Justement, vous semblez insister sur le fait que pour mener à bien une telle démarche, il faut décoder une réalité. Donc, vous vous référez, en particulier, à Paolo Freire et en même temps vous semblez vous en séparer, si je puis dire. En quoi vous différenciez-vous

de Paolo Freire et, pour les lecteurs qui ne connaissent pas l'Inde, qu'est-ce que les Intouchables ?

Effectivement, nous faisons référence aux travaux, présentations théoriques de Paolo Freire, mais ce n'est pas notre unique référence. En fait, c'est une trilogie à laquelle nous faisons référence :

- a) référence pédagogique dont Paolo Freire nous donne de nombreux éléments ;
- b) référence socio-économique (analyse des rapports de production, de l'importance du marché, de la production marchande, de la distribution, de la consommation du produit social, analyse des classes existantes — notamment des castes et des classes — etc.) ;
- c) référence gandhienne, spécifiquement indienne, qui est l'analyse de l'apport de Gandhi dans la vie quotidienne, le message de non-violence qui, à travers l'histoire, se retrouve dans toutes sortes d'éléments de la vie religieuse de l'Inde.

Je crois que c'est en fait une des originalités de notre entreprise que d'avoir systématiquement inséré dans notre démarche cet aspect trilogique qui se complète dans chacune des étapes de la vie quotidienne.

J'aimerais aussi vous demander de définir les Intouchables.

Il y a environ cent millions d'Intouchables en Inde (16 % de la population indienne), ce sont les exclus du système des castes de l'Inde ; il est très important de situer la dimension de l'intouchabi-

lité ; en fait ce sont des ex-Intouchables. La Constitution de 1950 a, en effet, aboli l'intouchabilité et elle énumère les ostracismes sociaux traditionnels et en fait des délits passibles des tribunaux. Mais la loi n'a pas créé les conditions pour permettre de bannir l'illégalité de l'intouchabilité. Il ne suffit pas que la légalité soit proclamée dans des déclarations de droits fondamentaux pour qu'ensuite elle se réalise dans la pratique. Même si l'abolition de l'intouchabilité est légalement reconnue, elle reste encore à conquérir. Effectivement, en Occident, la pratique de l'intouchabilité est extrêmement mal connue, alors qu'il faut bien admettre que c'est peut-être bien une des pratiques sociales les plus graves, les plus violentes à l'encontre des droits de l'homme que l'on puisse trouver sur notre planète actuelle. Et ce ne sont pas quelques-uns mais cent millions d'être exclus d'une société, exclus du système de valeurs traditionnelles. Ce sont des exclus socio-économiques légitimés, sanctionnés par des valeurs religieuses et morales. Et c'est cette notion-là qui rend le statut des Intouchables particulièrement inhumain : ils sont nés damnés, il y a cette notion de kharma qui ajoute encore à la sanction idéologique puisqu'il assigne chacun à sa place et par ce biais-là étouffe dans l'oeuf toute naissance d'une éventuelle révolte culturelle. Ils sont nés damnés dans le sens que l'infériorité et la misère sont le fruit de péchés antérieurs ; en fait, ils n'y peuvent rien, leur seule chance ou leur seul espoir de s'en sortir, c'est la réincarnation. Un autre aspect : ils sont nés impurs. Leurs mains polluaient l'eau et les aliments cuits. (Par exemple, le contact au restaurant, au temple, dans le jardin public, à la rivière, etc., y compris à l'église, leurs mains étaient impures.) Ils polluent les puits, à tel point que parfois ils sont passibles de lynchage pour avoir pollué le puit d'un propriétaire.

Nés damnés, nés impurs, on peut encore ajouter qu'ils sont nés domestiques et inégaux. En faisant toutes ces tâches impures liées à la naissance, à la mort, à l'excrétion, à la reproduction, à la nourriture ; cela correspond à un certain nombre de métiers dans lesquels ils sont cantonnés comme par exemple le vidangeur, le cordonnier, le balayeur, l'équarisseur, le tanneur, par extension tous les métiers du cuir, comme le comédien avec ses tambours, le cordier, etc. En fait, leurs fonctions les spécialisent dans une catégorie professionnelle de l'impur. De plus, ils sont nés inégaux, faisant des tâches ser-

viles, vivant une situation subalterne, aux ordres d'autrui, au service des castes ; souvent l'accès à la possession de la terre leur est refusé, bien que, légalement, ce droit leur soit reconnu. Les paysans sans terre sont avant tout les Intouchables, le sous-prolétariat le plus vil.

Vous venez donc de nous dire suivant quelles références vous avez mené votre action, et pour quelle population en Inde ; est-ce que je peux vous en demander brièvement l'origine : comment vous, en Suisse, vous avez été amené à participer à cette action de conscientisation dans ces soixante villages d'Intouchables ?

Quand je suis parti en Inde, je me suis d'abord engagé dans une action de reconstruction villageoise des régions sinistrées par des cyclones, qui avait pour but de reconstruire des villages pour les Intouchables. L'argent disponible pour ces reconstructions était de l'argent étranger (aide au développement privée et publique). Cependant, au bout de quelques mois, je m'aperçus que les maisonnettes ou les huttes en dur qui étaient construites à l'intention des Intouchables se retrouvaient dans les mains des propriétaires de castes dominantes. En cherchant à comprendre le mécanisme qui leur avait fait quitter ce qu'ils recevaient en fait gratuitement — et qu'ils avaient d'ailleurs partiellement collaboré à construire — comment se faisait-il qu'en si peu de temps ils vendaient leur bien ? La réponse est classique : l'usure. Les Intouchables étaient toujours endettés : pour un mariage, pour un deuil, pour une raison ou une autre, un beau jour, le propriétaire proposait le marché habituel, qui consistait à éteindre les dettes en échange de la maison. Au fur et à mesure de la construction des villages, les propriétaires-usuriers environnants se frottaient les mains de cette bonne affaire qui allait leur revenir ! C'est là que j'ai compris qu'en fait les pauvres ne pourraient se libérer que par eux-mêmes : on ne libère pas les pauvres et si ceci est vrai pour un individu, ceci, à plus forte raison, est vrai pour une collectivité. Les écrasés se libéreront par une action collective, organisée, qui partira de leurs propres forces, entreprise de leur milieu.

C'est donc par votre propre prise de conscience de la réalité que vous avez été amené à découvrir et à

mener une action de conscientisation parmi les Intouchables ?

Ma prise de conscience me faisait découvrir que, pour permettre à une collectivité exclue de toute redistribution économique de se libérer, seule était possible une action avec elle directement, dans laquelle il n'y ait pas d'investissement comme priorité à l'action. Cela devait se faire par une organisation qui lui soit propre. J'ai ainsi cherché à rencontrer des Intouchables ou ex-Intouchables, eux-mêmes préoccupés de la libération de leur propre communauté. Cette recherche en commun nous a amenés à vivre initialement dans un village avec deux leaders étudiants Intouchables et de commencer une recherche sur les traditions culturelles, la vie politique, les faits économiques, etc.

Est-ce qu'on peut dire que là, pédagogiquement, vous vous êtes essentiellement référé à Paolo Freire, ou y a-t-il aussi toute une pratique quotidienne qui a permis d'ajuster... ?

C'est cela qui est essentiel, cette pratique quotidienne est une philosophie de la pédagogie, qui doit trouver son prolongement dans des actions concrètes ; celles-ci, il faut les découvrir dans chaque cas, dans chaque initiative de conscientisation.

En ça, vous êtes justement un peu différent de lui dans votre livre ; la deuxième partie est un souci de mise au point, de description détaillée d'une démarche de conscientisation.

Si cette expérience a eu une certaine résonnance, c'est précisément parce que nous avons « testé » toutes sortes d'actions pédagogiques, d'actions culturelles précises, que nous avons décrites ; nous avons essayé de démontrer en quoi elles étaient effectivement conscientisantes. On parle de mots-clés, de jeux d'expressions culturelles, mais on ne dit pas comment, dans le concret, ces mots-clés ou ces jeux peuvent être source de développement conscientisant et comment les insérer, par exemple, dans un théâtre : comment faire en sorte que ces phrases-clés cristallisent les problèmes les plus aigus du village pour, à partir de là, créer cette formation politique des adultes, et comment faire participer une foule qui assiste à un théâtre, comment intéresser les enfants, les parents, comment éduquer ; on dit : « il faut éduquer » ; Paolo Freire dira : « Parents et enfants s'éduquent toujours ensemble. » Il faut dire

comment on peut les éduquer ensemble. C'est cette animation concrète de nos actions qui a beaucoup intéressé de nombreux groupes.

Votre livre doit paraître prochainement en anglais, avec un complément descriptif de l'évolution de ces deux dernières années. Est-ce une réponse à des échos de la première édition ? En bref, où en est cette action aujourd'hui et qu'est devenu votre rôle ?

Le livre *Les Parias de l'espoir* vient d'être traduit en anglais. D'innombrables groupes développent des programmes de conscientisation, des programmes d'éducation populaire, malheureusement il n'y a que peu de publications qui se réfèrent à des exemples concrets, à une sorte de méthodologie, bien que ce soit un contresens de parler de conscientisation et de méthodologie ; c'est une recherche, une approche systématique, et c'est cette systématique que nous avons voulu décrire, en en démontrant les avantages et les limites.

Par ailleurs, toute action exige une évaluation, et c'est ce que veut être le livre. Il a déjà été adapté en marathi ; ceci est peut-être plus utile que le travail qui a été fait en anglais ou en français.

L'expérience a évolué depuis deux ans dans le sens souhaité, c'est-à-dire que de nombreuses nouvelles initiatives ont lieu dans différents villages, y compris dans des régions différentes. Plusieurs animateurs ont quitté le groupe initial pour, à leur tour, créer des îlots, des projets de conscientisation dans des régions voisines. Ce qui fait qu'aujourd'hui, il y a cinq projets différents dans le même État, dont quatre se trouvent à moins de cent kilomètres de distance, le cinquième dans une région nouvelle puisqu'un des animateurs voulait appliquer cette expérience dans sa région d'origine. Il est tellement difficile de saisir les nuances culturelles et socio-économiques, de comprendre les racines locales qu'il est presque indispensable pour qu'un tel projet prenne véritablement son envergure, pour qu'il puisse être la résultante d'une juste analyse des situations concrètes, pour qu'il puisse effectivement transformer cette réalité, que les animateurs soient de ces mêmes villages ou de cette même région. Ainsi, le projet se multiplie avec des approches toujours différentes, chacun a son originalité : il ne s'agit pas de copier une méthodologie, loin de là. La richesse n'est pas la méthodologie ou la description méthodologique. Elle consiste dans l'expérience que

chacun a vécue, et à partir de cette expérience, les animateurs se confrontent à nouveau à d'autres réalités et font évoluer cette réalité dans cette perspective d'éducation pour le changement social. Nous pourrions parler de facteur multiplicateur qui a lieu, avec des limites bien précises. Le but est de libérer des mentalités écrasées sous la peur, l'ignorance, l'absence d'espoir, l'impuissance économique, les dettes, la faim, etc., et alors, il y a une tentation évidente, celle de recourir à des mythes, à des illusions d'une révolution immédiate, prompte à changer les faits et la structure sociale, ou alors d'imaginer la force d'un parti local, peut-être même régional, et avec cette clarté idéologique mûrie et cette volonté de changement, de réussir avec les animateurs, les villageois, un mouvement syndical idéalisé, se faire toutes sortes d'idées ou d'illusions et d'en oublier les clivages, les divisions, les innombrables handicaps de castes, etc., et donc de finir par rêver. Nous ne pouvons pas nous faire d'illusions, c'est une action locale, spontanée, qui ne crée pas une refonte de la société en quelques mois parce qu'on aurait utilisé une pédagogie plus adaptée. C'est une extrêmement lente éducation des masses qui doit, au-delà des illusions idéalistes, se confronter à la réalité, à un progrès nécessaire, en fait il s'agit de démystifier cette réalité et ceci est extrêmement lent.

Vous me demandez encore quel rôle j'ai joué : je crois qu'il est juste d'insister sur la validité de la participation externe d'un animateur, qui peut être un étranger (qui peut être un étranger par rapport à la région ou un étranger par rapport au pays), mais c'est un rôle que j'estimerai être limité à celui d'un catalyseur ; il favorisera la création du groupe, encouragera, animera dans une certaine direction, transmettra quelques techniques et connaissances, il sera disponible et soutiendra le groupe, mais ce n'est pas lui qui portera l'action. Il est évident que les militants ou les leaders ne sauraient se laisser imposer un savoir ou une action par quelqu'un de l'extérieur. De toute façon, dans un contexte de conscientisation, il n'y a — comme le disait Paolo Freire dans *Pratique de la liberté* — ni ignorant ni savant absolu, mais des hommes qui, ensemble, essaient d'en savoir davantage. Le militant externe n'apprendra rien, il ne saura rien s'il projette sur l'autre son ignorance, son incapacité de comprendre. C'est une confiance dans les hommes avec lesquels on travaille, une dynamique de groupe essentielle qui

rend solidaire dans l'invention, dans cette recherche permanente du pourquoi des choses, de l'évolution du sens critique, duquel se dégageront ensuite de nouvelles actions. Le rôle de l'étranger sera celui d'un animateur — peut-être principal au départ — mais par la suite son rôle s'estompe, il sera peut-être l'ami, il sera le conseiller dans la mesure où on lui demande des conseils, il n'aura pas de fonction officielle ni de fonction institutionnalisée.

Il est nécessaire d'insister sur le fait qu'une telle approche ne se limite pas à un aspect pédagogique, car toute la démarche est basée sur une analyse économique qui en est la pierre angulaire.

Oui, en fait, elle se situe à l'origine de toutes les perceptions critiques, et sans cette analyse économique — ce qui veut aussi dire cette connaissance économique — je pense qu'aucune pédagogie du développement est possible. C'est en cela peut-être qu'on peut se permettre de faire une observation, même une critique de nombreux jeunes qui se sentent intéressés et stimulés par une démarche de conscientisation : l'insuffisance de préparation, voire même l'ignorance des données économiques. L'économie ne s'invente pas ; ce qui se passe dans l'économie d'un village est compliqué, complexe, difficile à saisir, à percevoir ; ces données économiques locales, régionales, nationales, font partie du niveau d'observation minimal d'un programme de conscientisation, et dans ce sens, j'insisterais volontiers sur la nécessité de former des animateurs ou responsables de projets s'orientant sur une meilleure connaissance du terrain à partir des réalités économiques.

Donnez-nous un exemple.

Lorsqu'un propriétaire achète un tracteur, cet investissement entraîne souvent un chômage accru et une augmentation des prix dans le village. Un tracteur se loue 40 roupies à l'heure (Fr.s. 10.-). Un ouvrier agricole avec sa paire de boeufs mettra deux jours pour le même travail à 9 roupies pour la journée. Malgré cette différence, trop souvent le propriétaire préfère un tracteur. Pourquoi ? Ceci doit être discuté et les paysans sans terre doivent comprendre le détail de ces mécanismes. Si l'application d'une technologie agricole moderne (tracteurs, engrais, grandes installations d'irrigation, etc.) n'aide pas à éliminer la pauvreté, il faut rechercher des techniques plus adaptées. Il est préférable d'avoir vingt

personnes occupant des postes de travail de 100 dollars que d'avoir un travailleur utilisant un équipement de 2000 dollars, même si ce dernier produit davantage que le premier. Les technologies importées contre les technologies locales : il faut en expliquer les conséquences économiques pour les Intouchables.

L'Inde se prépare à lancer son satellite, mais ne fait guère d'efforts pour abolir l'intouchabilité. Tout ceci est vulgairement humain et pourtant il y a des signes d'espérance : à chaque fois que les pauvres s'organisent, il y a de l'espoir.

A.M. Kühn-Laborde
Université de Genève
FAPSE — Secteur
éducation des adultes

Denis von der Weid : *Inde, les parias de l'espoir*, Paris 1978, éd. l'Harmattan. Traduction anglaise : *Roots of a Paesant Movement*, 1980, Saraswat, 13 Jervan Darshan, N.C. Kelkar Road, Pune 411030, India. Commandes auprès de : Déclaration de Berne, Association suisse pour un développement solidaire, Terreaux 25, Case 97, 1000 Lausanne 9, Suisse.

COMMUNITY DEVELOPMENT JOURNAL

an International Forum

Invites articles of under 5000 words and letters and news items of under 500 words on any aspects of Community problems and Community work likely to be of interest to an international audience.

Manuscripts should be sent to

The Editor, Community Development Journal
Social Administration, The New University of Ulster,
Coleraine, N. Ireland, U.K.

For *subscriptions* (£ 11.00 or US \$ 24.00 for 3 issues annually), *advertising* (full page £ 70.00, half page £ 40.00), *back-numbers, etc.*, write to

Journal Manager, Oxford University Press, Press Road, Neasden,
London NW10, England.

OXFORD UNIVERSITY PRESS
